

Libéraux et conservateurs veulent réduire le poids politique du Québec

À la suite des nombreuses pressions du Bloc Québécois, le gouvernement a reconnu la nation québécoise à la Chambre des communes. Or, son refus de reconnaître la nécessité pour le Québec de bénéficier d'un statut particulier quant à son poids politique nous montre que les conservateurs, tout comme les autres partis fédéralistes, accordent bien peu de valeur à cette reconnaissance.

La Chambre des communes a rejeté la motion du Bloc Québécois dénonçant les effets néfastes pour le Québec du projet de loi C-12 du gouvernement, qui veut hausser le nombre des sièges des représentants de l'Ontario, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique à la Chambre des communes mais ne prévoit rien pour le Québec. La motion du Bloc Québécois a été débattue dans le cadre de sa journée d'opposition, et votée le 21 avril dernier.

Le projet de loi des conservateurs aura pour effet de marginaliser la nation québécoise dans l'ensemble canadien, en réduisant son poids politique aux Communes. Ainsi, de 36 % des sièges en 1867, le poids du Québec ne serait plus que de 22,7% des sièges en 2014.

En vertu du projet de loi qui est actuellement sur la table, les partis fédéralistes nous démontrent qu'ils s'entendent à merveille au moins sur un aspect : tous les moyens sont valables pour anéantir toute signification à la reconnaissance de la nation québécoise.

Stephen Harper nous a promis un fédéralisme d'ouverture mais il nous offre plutôt un fédéralisme de pacotille. C'est clair que le Québec est perçu comme l'invité qui gâche la fête au Canada, en raison des valeurs et des intérêts qui lui sont propres. Voilà pourquoi les partis fédéralistes ont toujours voulu s'offrir une majorité à la Chambre des communes qui puisse ignorer complètement le Québec. C'est de ça dont il s'agit aujourd'hui avec le projet de loi C-12. Le Bloc Québécois

est le porte-parole de l'Assemblée nationale sur cette question. Les députés du Parlement du Québec ont voté à l'unanimité pour le retrait d'un tel projet de loi.

Cette motion déposée par le Bloc Québécois est un défi à Stephen Harper et à tous les députés fédéralistes à la Chambre des communes. Si la reconnaissance de la nation québécoise a une signification, les partis fédéralistes auraient dû s'opposer à cette réforme néfaste et donc appuyer notre motion.

Le Bloc Québécois continue de soutenir que le gouvernement doit retirer son projet de loi et garantir au Québec une proportion de 24,3 % des sièges à la Chambre des communes. Il s'agit là d'un minimum en considération des concessions répétées du Québec depuis les quelque 150 dernières années et, surtout, de la nécessité pour le Québec de disposer des outils qui lui permettent de préserver sa différence.